

L



LABROSSE (M. Jean), Député du département du Var.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 juillet 1946] (p. 2586). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

Interventions :

Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur les opérations électorales du territoire du Cameroun français (Collège des non-citoyens) [23 août 1946] (p. 3308); (Collège des citoyens) [13 septembre 1946] (A., p. 3744).

LACAZE (M. Henri), Député du département de Tarn-et-Garonne.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

Interventions :

Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Somme [12 juin 1946] (A., p. 2526).

LACOSTE (M. Robert), Député du département de la Dordogne.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

LA GROUDIÈRE, voy. QUÉNAULT DE

LALLÉ (M. Albert), Député du département de la Côte-d'Or.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice [17 septembre 1946] (p. 3754).

Interventions :

Est entendu dans la discussion de la proposition de résolution de M. Rochet tendant à remettre en vigueur la loi du 15 août 1936 et déterminer les attributions de l'Office national interprofessionnel des céréales [19 juillet 1946] (A., p. 2738).

LAMARQUE-CANDO (M. Pierre), Député du département des Landes.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554).

Dépôts :

Le 23 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures contre les incendies de forêts en Gascogne et à préparer la reconstruction agricole et sylvicole de la zone forestière de Gascogne, n° 529. — Le 25 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi instituant un fonds forestier national, n° 1037. — Le 19 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin de combattre efficacement les invasions de criquets dans la région du Sud-Ouest, n° 902. — Le 30 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 7 de l'ordonnance du 28 avril 1945 relative à la mise en valeur des Landes de Gascogne, n° 1131.

Interventions :

Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la liquidation des « surplus » acquis par l'Etat : Art. 2 : *Son amendement tendant à introduire dans le conseil d'administration un fonctionnaire des services du Ministère de l'Agriculture* [9 août 1946] (A., p. 3145).

LAMBERT (M. Emile), Député du département du Doubs.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

Dépôts :

Le 5 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Devemy et plusieurs de ses collègues tendant à remettre en vigueur la législation sur les emplois réservés à certaines catégories de victimes de la

guerre et militaires de carrière, n° 685. — Le 21 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à la réversibilité de la pension de la femme fonctionnaire sur son conjoint, n° 973. — Le 24 septembre 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur les propositions de loi : 1° de M. Devemy et plusieurs de ses collègues tendant à remettre en vigueur la législation sur les emplois réservés à certaines catégories de victimes de la guerre et militaires de carrière ; 2° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à reconduire la loi du 30 janvier 1923 sur les emplois réservés aux anciens combattants pensionnés et aux victimes de guerre, n° 1021. — Le 28 septembre 1946, un 2° rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur les propositions de loi : 1° de M. Devemy et plusieurs de ses collègues tendant à remettre en vigueur la législation sur les emplois réservés à certaines catégories de victimes de la guerre et militaires de carrière ; 2° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à la reconduction de la loi du 30 janvier 1923 sur les emplois réservés et à son extension aux victimes de la guerre et de l'occupation 1939-1945 ; 3° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à reconduire la loi du 30 janvier 1923 sur les emplois réservés aux anciens combattants pensionnés et aux victimes de guerre, n° 1115.

Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : AGRICULTURE, Chap. 150 : *Son amendement* [26 septembre 1946] (A., p. 4136) ; *le retire* (p. 4137).

LAMINE-GUEYE (M.), Député du Sénégal-Mauritanie (Collège des citoyens).

Son élection est validée [4 juillet 1946] (A., p. 2587). — Est nommé membre de la Com-